



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Barœul



SAS CTN AUDIT
Synergie Park 2 Rue Louis Néel
59260 Lezennes

Institut Pasteur de Lille

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Institut Pasteur de Lille
1 rue du Professeur Calmette 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

SAS CTN AUDIT Société de commissariat aux comptes inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes de la région de Douai
Siège social : Synergie Park, 2 rue Louis Néel
59260 LEZENNES
BP 40044 59891 LILLE Cedex 9
RCS Lille Métropole 417 493 079



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul



SAS CTN AUDIT
Synergie Park 2 Rue Louis Néel
59260 Lezennes

Institut Pasteur de Lille

1 rue du Professeur Calmette 59000 LILLE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'administration de la Fondation Institut Pasteur de Lille,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Institut Pasteur de Lille relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

CROD et CER

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Fondation, nous nous sommes assurés que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, ont été décrites de manière appropriée dans la note 9 de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Subventions, dons et mécénats

Les notes 6.2.2.3 « Autres créances : principe de comptabilisation des subventions », 6.4.2 « Fonds dédiés » et 6.6.6 « Produits constatés d'avance » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la constatation du produit et à leur rattachement à l'exercice comptable.

Les notes 7.1.2.1 au point « Concours publics et subventions d'exploitation », 7.1.2.2.1 « Dons manuels », 7.1.2.2.2 « Mécénats » et 7.1.4 « Utilisation des fonds dédiés » de l'annexe exposent également ces règles.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Fondation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Legs, donations et assurances-vie

La note 7.1.2.2.3 « Legs, donations et assurances-vie », ainsi que les notes 6.2.2.2 « Créances reçues par legs ou donations » et 6.4.1 « Fonds reportés liés aux legs et donations » de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives à la constatation du produit et leur rattachement à l'exercice comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Fondation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Marcq en Baroeul et Lezennes,

KPMG SA

Jocelyn SCAMPS

Associé

Signé numériquement par
Nitro Software Belgium NV
Nitro Sign Premium de la
part de Jocelyn Scamps
Date: 17/06/2025 18:57:17

SAS CTN AUDIT

Hugues RIFFLART

Associé

Signé numériquement par
Nitro Software Belgium NV -
Nitro Sign Premium de la
part de Hugues RIFFLART
Date: 17/06/2025 17:42:54

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
TIF IMMOBILISE				
nobilisations incorporelles	3 677 727	3 532 738	144 988	279 133
ais d'établissement				
ais de recherche et de développement	281 810	281 810	0	0
onations temporaires d'usufruit				
oncessions, brevets, licences, marques, océdés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 395 917	3 250 928	144 989	279 134
mobilitisations incorporelles en cours				
ances et acomptes				
nobilisations corporelles	128 584 757	60 691 123	67 893 635	64 804 346
errains	4 721 058		4 721 058	4 721 058
onstructions et aménagements	78 263 156	29 745 739	48 517 417	35 189 022
stallations techniques, matériel et outillage industriel	25 788 784	23 776 659	2 012 125	2 255 896
utres immobilisations corporelles	5 933 713	5 183 325	750 388	579 619
mobilitisations mises en concession par le concédant	11 700 000	1 985 400	9 714 600	9 881 743
mobilitisations grevées de droits				
mobilitisations corporelles en cours	2 178 047		2 178 047	12 177 009
ances et acomptes				
ns reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 280 569		1 280 569	994 202
nobilisations financières	7 073 946	758 377	6 315 569	6 309 492
articipations et Créances rattachées	5 886 075	629 980	5 256 095	5 236 277
utres titres immobilisés			0	0
êts	1 080 224	128 397	951 826	968 968
utres	107 647		107 647	104 247
TAL I	140 616 999	64 982 239	75 634 760	72 387 173
TIF CIRCULANT				
ocks et en-cours	227 463	0	227 463	266 065
atières premières et autres fournitures	198 563		198 563	205 926
r-cours de production de services	28 900		28 900	60 139
ances	25 809 214	1 959 396	23 849 818	26 149 504
éances clients, usagers et comptes rattachés	4 280 298	1 356 485	2 923 813	2 787 021
éances reçues par legs ou donations	1 902 861		1 902 861	1 050 597
utres	19 626 055	602 911	19 023 144	22 311 886
eurs mobilières de placement	4 534 029	256 954	4 277 076	4 187 895
truments de trésorerie				
ponibilités	5 586 730		5 586 730	4 946 717
arges constatées d'avance	427 250		427 250	368 431
TAL II	36 584 686	2 216 349	34 368 337	35 918 612
is d'émission des emprunts (III)				
mes de remboursement des emprunts (IV)				
irts de conversion Actif (V)				
TAL GENERAL	177 201 685	67 198 588	110 003 097	108 305 785

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	1 569 227	1 569 227
<i>Fonds propres statutaires</i>		
Fonds propres complémentaires	1 569 227	1 569 227
Fonds propres avec droit de reprise	11 000 000	11 000 000
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	11 000 000	11 000 000
Ecart de réévaluation	15 756 640	15 761 975
Réserves	5 031 760	4 939 254
Réserves statutaires ou contractuelles	1 316 615	1 316 615
Réserves pour projet de l'entité	1 090 373	997 867
Autres: fonds de réserve	2 624 772	2 624 772
Report à nouveau	-1 002 191	-94 872
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 067 267	-891 830
Situation nette (sous total)	31 288 170	32 283 755
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 039 780	5 386 610
Provisions réglementées		
Droit du concédant (en nature)	9 714 600	9 881 743
TOTAL I	46 042 550	47 552 108
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 819 890	1 712 299
Fonds dédiés	9 415 840	8 223 258
TOTAL II	12 235 730	9 935 557
PROVISIONS		
Provisions pour risques	2 022 300	2 228 300
Provisions pour charges	659 995	961 099
TOTAL III	2 682 295	3 189 399
DETTES		
Emprunts	26 444 776	26 355 488
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 694 776	22 355 488
Emprunts et dettes financières diverses	3 750 000	4 000 000
Autres dettes	8 237 971	8 768 369
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	4 212 776	3 566 282
Dettes des legs ou donations	363 240	332 201
Dettes fiscales et sociales	3 477 744	3 441 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	78 920	1 267 470
Autres dettes	105 291	161 065
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	14 359 776	12 504 864
Total IV	49 042 522	47 628 720
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	110 003 097	108 305 785

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
<i>Cotisations</i>		
<i>Ventes de biens et services</i>		
<i>Ventes de biens</i>		320
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
<i>Ventes de prestations de service</i>	8 530 673	8 564 931
<i>dont parrainages</i>		
<i>Produits de tiers financeurs</i>		
Concours publics et subventions d'exploitation	12 798 282	12 083 656
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
<i>Dons manuels</i>	4 000 367	3 767 532
<i>Mécénats</i>	1 687 167	856 868
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	4 535 288	7 556 669
<i>Contributions financières</i>	950 332	683 280
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 898 020	1 387 468
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	1 916 012	1 812 320
Autres produits	1 260 468	1 659 534
TOTAL I	37 576 610	38 372 578
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats stockés d'approvisionnement	696 101	693 426
Achats de marchandises	7 363	18 508
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	12 221 093	12 808 893
<i>Aides financières</i>	150 000	408 433
Impôts, taxes et versements assimilés	827 943	686 405
Salaires et traitements	11 681 477	11 807 813
Charges sociales	4 385 282	4 506 815
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 802 174	5 171 550
Dotations aux provisions	778 995	1 097 099
<i>Reports en fonds dédiés</i>	3 108 594	1 741 490
Autres charges	686 554	337 052
TOTAL II	38 345 575	39 277 483
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-768 965	-904 905

COMPTE DE RESULTAT		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés		346 434	320 862
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		295 846	158 429
Différences positives de change		33 410	13 343
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL III		675 690	492 635
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 215	16 482
Intérêts et charges assimilées		617 618	594 338
Différences négatives de change		6 727	18 958
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
TOTAL IV		631 560	629 777
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		44 130	-137 143
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-724 835	-1 042 048
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion		430 000	1 781
Sur opérations en capital		293 228	307 563
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		70 673	554 159
TOTAL V		793 901	863 503
CHARGES EXCEPTIONNELLES :			
Sur opérations de gestion			46 318
Sur opérations en capital		706 333	311 967
Autres			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		430 000	355 000
TOTAL VI		1 136 333	713 285
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-342 431	150 218
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		39 046 202	39 728 716
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		40 113 468	40 620 546
EXCEDENT OU DEFICIT		-1 067 267	-891 830
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

1 - Objet social

L'Institut Pasteur de Lille est une fondation reconnue d'utilité publique. Elle a pour objet social le développement des recherches fondamentales et appliquées sur toutes questions théoriques ou pratiques liées à la santé de l'homme, à l'environnement et à leurs conséquences en santé publique.

Les organes statutairement compétents ont fixé les objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le projet de la fondation pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 - Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi autour de deux grandes thématiques :

2-1 ACCÉLÉRER LA RECHERCHE POUR LA SANTÉ DE DEMAIN LONGÉVITÉ :

- Les 7 équipes interdisciplinaires pour une recherche d'excellence de recherche
 - CIIL - Centre d'infection et d'immunité de Lille
 - Facteurs de risques et déterminants moléculaires des maladies liées au vieillissement
 - Récepteurs nucléaires, maladies cardiovasculaires et diabète
 - Génomique intégrative et modélisation des maladies métaboliques
 - Recherche translationnelle Diabètes
 - Médicaments et molécules pour agir sur les systèmes vivants
 - CANTHER - Hétérogénéité, plasticité et résistance aux thérapies des cancers
- 12 Plateformes technologiques
 - Plateformes lilloises en biologie Santé (Unité Mixte de Service UMS)
 - Plateforme Plehta
 - TAG - Transcriptomique et génomique appliquées
 - BICEL imagerie cellulaire - EquipEx ImaginEx
 - P3M - plateforme protéomique et peptides modifiés
 - BILILLE - Bioinformatique, bioanalyse et biostatistique de Lille
 - ARIADNE - criblage à haut débit et haut contenu
 - Autres plateformes
 - Laboratoire de Haute Sécurité (LHS)
 - Centre de Ressources Biologiques (CRB)
 - Génomique EquipEx LIGAN
 - Screening HTS ADME PK
 - Résonance Magnétique Nucléaire (RMN)
 - Chemistry Systems Biology
- Expertises
 - Unité de Sécurité Microbiologique (USM) avec 2 dimensions : environnementale et clinique
 - Département de Toxicologie

2-2 PRÉVENIR AUJOURD'HUI POUR BIEN VIEILLIR DEMAIN

- Centre Prévention Santé Longévité (CPSL). Etre un centre de prévention en santé référent : aider la population à vivre mieux plus longtemps
 - Centre d'examen de Santé - CPAM et Parcours Longévité personnalisé (PL)
 - Centre de Vaccination et de médecine de voyages
 - Centre d'éducation à la Santé et de formation (Nutrition, Activité Physique et Addictions)
 - Centre de recherche en prévention (innovation et prévention évaluée)

3 - Description des moyens mis en œuvre

L'article 2 des statuts de la fondation indique que les principaux moyens nécessaires à l'objet de la fondation sont :

- 1- La création et la gestion de laboratoires et de services d'enseignement
- 2- La création et la gestion de centre de référence, d'expertises et de contrôle ainsi que de centres de collection de tout type de matériel biologique ou chimiques
- 3- La création et la gestion de centre d'études, de diagnostic et de prévention
- 4- La création et la gestion de centre de santé publique, de médecine préventive et de vaccination
- 5- La coopération avec toute organisation ou administration poursuivant, en France et l'étranger, des buts similaires
- 6- La création, en France ou à l'étranger, d'établissements poursuivant des buts analogues, similaires ou connexes
- 7- La prise de participation dans toutes entités ou groupements exerçant des activités scientifiques, industrielles ou de services en rapport avec les missions de l'institut
- 8- L'institution de bourses, gratifications ou récompenses destinées à encourager, au sein de l'institut ou à l'extérieur, les travaux entrepris dans le même esprit ou dans un but similaire
- 9- Plus généralement, tous moyens appropriés à la réalisation de son but

De manière opérationnelle, les principaux moyens mis en œuvre par la fondation afin de réaliser ses activités sont les suivants :

Investissements

Les bâtiments mis à la disposition des chercheurs et de l'activité de prévention en santé, font l'objet d'un programme de réhabilitation qui va se poursuivre sur les deux prochaines années.

Recherche

- La réhabilitation du bâtiment Guérin s'est poursuivie en 2024. Les travaux ont révélé la présence d'amiante ne pouvant être détectée préalablement au démarrage. Les locaux ont été mis en service au 1^{er} septembre 2024.

Ressources humaines

La fondation poursuit son plan de retour à l'équilibre qui prévoit :

- Pour la recherche, le non-remplacement des départs à la retraite et démissions ainsi que le gel des appels à projets.
- Le centre de prévention en santé continue d'adapter ses effectifs à ses besoins avec le licenciement de six diététiciennes fin 2024. Il poursuit le développement de la vaccination internationale.
- Pour le service de toxicologie, le chiffre d'affaires stagne. Il a été mis fin à l'activité de recherche et développement avec le licenciement des trois personnes fin 2024.

Autres moyens/dépenses engagées

- Formation : le nombre d'heures de formation des collaborateurs s'est élevé à 3 661 heures à comparer à 3 773 heures au titre de l'exercice précédent.

4 - Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

➤ Contexte économique

La poursuite de la crise économique mondiale continue d'impacter la Fondation avec un coût de l'énergie qui reste élevé. Ceci a également eu pour effet une stagnation du Chiffre d'affaires en toxicologie et une baisse significative pour l'Unité de Sécurité Microbiologique (USM).

➤ Gouvernance

L'année 2024 a été marquée par un changement du gouvernance. Depuis le 1er septembre 2024, Monsieur Frédéric Batteux occupe le poste de Directeur Général et depuis le 1er décembre 2024 Madame Perrine Quivron occupe celui de Directrice Générale Adjointe.

➤ Schéma directeur immobilier

1. Travaux de réhabilitations :

La Fondation continue le déploiement de son schéma directeur immobilier :

- La réhabilitation du bâtiment Guérin s'est achevée fin août 2024.
- Le développement de la zone 2B situé à l'emplacement du bâtiment Gernez-Rieux a été gelé par le Conseil d'Administration.

- Les travaux de relocalisation du Centre Prévention Santé Longévité dans le bâtiment Calmette vont démarrer courant 2025.

La provision pour dépréciation exceptionnelle des constructions et aménagements a été actualisée en fonction des réalisations du schéma directeur immobilier. Au 31 décembre 2024, elle a diminué de 71 K€.

Il faut noter que les problématiques de désamiantage entraînent le maintien d'une provision pour risques : 1 300 K€ pour le bâtiment Calmette et 135 K€ pour le rez-de-chaussée du bâtiment Guérin.

2. Immobilier locatif

Pour rappel, le projet immobilier locatif a pour objectif de créer un actif financier à l'Institut Pasteur de Lille qui bénéficie d'une surface foncière pouvant être optimisée.

Il a été décidé afin d'en circonscrire le pilotage et le risque de faire porter ces investissements par une SCI (Société Civile Immobilière). Elle est détenue à 100% par la Fondation. Dans les comptes de la fondation, il s'agit donc d'un investissement immobilier achevé courant 2024 dont la valeur à fin 2024 ne présente pas de moins-value latente. Le compte courant octroyé par la fondation, nécessaire au fonctionnement de la SCI, fera l'objet de remboursements en fonction de sa trésorerie.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant

5 - Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes, afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, établis par des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Il définit les dispositions spécifiques qui s'imposent aux entités faisant appel à la générosité du public.

Les comptes annuels de l'Institut Pasteur de Lille pour l'exercice clos, au 31 décembre 2024, ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

L'Institut Pasteur de Lille n'a procédé à aucun changement de méthode en 2024.

5.1.2 Changements d'estimation

Il n'a été effectué aucun changement d'estimation pour l'établissement des comptes ayant un impact significatif.

5.2 Dérogations

Lors de l'arrêté des comptes annuels 2024, il n'y a eu aucune dérogation ou modification aux principes et méthodes comptables.

5.3 Principales méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, et méthode des coûts historiques. Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

5.4 Continuité d'exploitation

Fin 2024, l'Institut Pasteur de Lille dispose de fonds propres de 46 millions d'euros et d'une trésorerie brute à hauteur de 10,1 millions d'euros composée de disponibilités de 5,6 millions d'euros et 4,5 millions d'euros de valeurs mobilières de placement.

Sur le plan financier, des orientations sont données sur la base des modèles économiques de chaque activité dans le cadre d'une planification quinquennale des 4 pôles (Recherche, Expertises, Centre Prévention Santé Longévité et Immobilier), d'une extrapolation décennale, d'un suivi mensuel de la collecte, des frais de fonctionnement et du compte d'exploitation, et d'un suivi opérationnel trimestriel des activités dites concurrentielles. L'objet de cette gouvernance est le pilotage du retour à l'équilibre de toutes les activités. La trésorerie fait l'objet d'un suivi au quotidien et d'un reporting mensuel.

Le budget 2025 a été construit dans la poursuite des actions amenant le retour aux équilibres financiers des activités de la fondation, sur la base d'un plan à 5 ans incluant une augmentation des dons et du mécénat, un plan opérationnel des Expertises et du Centre Prévention Santé Longévité et un plan à 10 ans incluant le schéma directeur immobilier. A noter que le retour global aux équilibres est prévu en 2030,

Il a été décidé une collecte d'envergure nommée « Terre de Chercheurs » qui vise à augmenter la visibilité de la Fondation et les ressources liées à la générosité.

En complément, une démarche a été initiée courant 2024 pour obtenir du MESR une augmentation de la subvention.

La continuité d'exploitation pour l'établissement des comptes annuels établis selon les règles et principes comptables français est assurée sur 2025.

6 - Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision
- La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes. La délivrance permet au légataire : d'appréhender son legs, d'avoir droit aux fruits et de s'en prévaloir
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.
- dans le compte « Dettes des legs ou donations » pour les dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès et les dettes grevant le bien transféré dans la donation. Sont également inscrites dans ce compte toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine, les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

En ce qui concerne les actifs immobiliers ils sont répartis en différents lots avec des durées d'usage spécifiques à chacun d'entre eux.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.3

Des éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur en cas de changements importants dans le mode d'utilisation des biens.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Les acquisitions de l'année 2024 correspondant aux constructions, agencements, aménagements sont principalement liées à la réalisation du projet immobilier. Les acquisitions de matériels correspondent majoritairement à des équipements de laboratoire et les autres acquisitions à des investissements pour le développement des moyens et de la sécurité informatique dans le cadre de la Conformité Informatique Réglementaire.

La Fondation a sorti :

- 916 K€ en valeur brute de constructions aménagements et matériels. Ces biens ont été amortis à hauteur de 416 K€. Ces sorties correspondent principalement à des mises au rebut d'aménagements, d'installations techniques et matériels.

Dans le respect du règlement ANC n°2018-06, les immeubles appartenant au domaine public communal figurent à l'actif pour 11 700 K€ dans le poste « immobilisations mises en concession par le concédant ». Cet actif trouve la contrepartie de sa valeur nette au passif dans les fonds propres en « droit du concédant ». Il est amortissable sans incidence sur le résultat.

Immobilisations brutes

	AU 01/01/24	AUGMENTATIONS - ACQUISITIONS	DIMINUTIONS - SORTIES	AU 31/12/24
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 590 991	99 529	12 793	3 677 727
Licences	3 590 991	99 529	12 793	3 677 727
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	123 431 222	23 096 898	16 662 794	129 865 326
Terrains	4 721 058	0	0	4 721 058
Constructions et aménagements	63 042 378	16 117 135	896 357	78 263 156
<i>dont transfert des en cours</i>		14 895 418		
Installations techniques, matériel et outillage industriel	25 296 184	499 084	6 484	25 788 784
Autres immobilisations corporelles	5 500 392	446 451	13 130	5 933 713
Immobilisations mises en concession par le concédant	11 700 000			11 700 000
Immobilisations corporelles en cours	12 177 009	4 896 476	14 895 438	2 178 047
<i>dont transfert vers immobilisations</i>			14 895 418	
<i>dont annulation double saisie</i>			0	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	994 202	1 137 752	851 385	1 280 569
<i>total</i>	127 022 213	23 196 427	16 675 587	133 543 053
<i>dont Total transferts</i>		14 895 418	14 895 418	
<i>dont annulation double saisie</i>			0	
SOUS TOTAL	127 022 213	23 196 427	16 675 587	133 543 053
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 837 360	505 335	268 749	7 073 946
Participations	5 642 074	450 001	206 000	5 886 075
Créances rattachées à la participation	0			0
Autres immobilisations financières	1 195 286	55 334	62 749	1 187 871
TOTAL	133 859 573	23 701 762	16 944 336	140 616 998

Répartition des augmentations :

	Acquisitions	Transferts	Réévaluations	Legs ou donations	Total
LICENCES ET BREVETS	99 529				99 529
AMENAGEMENTS CONSTRUCTIONS	1 221 716	14 895 418	0	0	16 117 135
Agencements aménagements installations	6 810				6 810
Bâtiment GUERIN	1 214 906	14 895 418			16 110 324
MATERIELS	499 084	0	0	0	499 084
Matériels	499 084				499 084
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	446 451	0	0	0	446 451
Système Accès et sécurité	11 962				11 962
Mobilier et matériel de bureau	168 413				168 413
Matériel informatique	266 076				266 076
SOUS TOTAL I	2 266 780	14 895 418	0	0	17 162 198
IMMOBILISATIONS EN COURS	4 896 476	0	0	0	4 896 476
Bâtiment CALMETTE	156 305				156 305
Immobilisations en cours divers	4 201				4 201
Zone 2A	9 764				9 764
Bâtiment GUERIN	3 936 526				3 936 526
ZONE 2B	159 012				159 012
LHS	621 807				621 807
PROJET ULTRA	8 861				8 861
SOUS TOTAL II	7 163 257	14 895 418	0	0	22 058 675
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				1 137 752	1 137 752
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	7 163 257	14 895 418	0	1 137 752	23 196 427

6.1.2 Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Les immobilisations mises en concession par le concédant (AOT) font l'objet d'un amortissement sur 70 ans, comptabilisé, au passif, en « droit du concédant », sans impact sur le résultat.

Concernant la dépréciation des actifs :

- La provision pour dépréciation exceptionnelle des constructions et aménagements, constituée au 31 décembre 2023 de 142 K€ a été actualisée, en fonction des travaux de réfection et de réhabilitation réalisés en 2024, à hauteur de 71 K€. Cette provision a été constituée pour prendre en compte l'impact des sorties d'immobilisations lors de l'achèvement des travaux
- La juste valeur du bâtiment laboratoire de haute sécurité étant supérieure à sa valeur nette comptable, la provision pour dépréciation de 28 K€, constituée en 2023, a été reprise au 31 décembre 2024.

Amortissements et provisions

	AU 01/01/2024	DOTATIONS + PROVISIONS	REPRISES + PROVISIONS	AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Licences	3 311 858	233 673	12 793	3 532 739
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions et aménagements	27 853 355	2 389 219	496 835	29 745 739
<i>dont amortissements</i>	27 683 665	2 389 219	397 986	29 674 898
<i>dont dépréciations</i>	169 690	0	98 849	70 841
Installations techniques, matériel et outillage industriel	23 040 289	742 855	6 484	23 776 659
Autres immobilisations corporelles	4 920 774	273 719	11 168	5 183 325
Immobilisations mises en concession par le concédant	1 818 257	167 143		1 985 400
SOUS TOTAL	60 944 532	3 806 609	527 279	64 223 862
<i>dont sous total amortissements</i>	60 774 842	3 806 610	428 430	64 153 021
<i>dont sous total dépréciations</i>	169 690	0	98 849	70 841
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	527 868	436 326	205 817	758 377
Participations et Créances rattachées	405 797	430 000	205 817	629 980
Prêts	122 071	6 326		128 397
TOTAL	61 472 400	4 242 935	733 096	64 982 239

6.1.3 Modalités d'amortissements

Les plans d'amortissement indiqués dans le tableau ci-dessus ne s'appliquent pas systématiquement aux biens acquis dans le cadre des contrats de recherche. Lorsque la durée d'amortissement d'un bien est supérieure à celle du projet celui-ci est amorti sur la durée restante du contrat le finançant.

Les modalités d'amortissement n'ont pas changé.

Plan CRC2002/10 à partir du 01/01/2012 SUITE A LA REEVALUATION

Immobilisations amortissables		Composants des différentes immobilisations à partir du 01/01/2012 selon les nouvelles normes comptables		
			Durées de vie théorique	Taux amortissement
LICENCES ET BREVETS			4	25,00%
(SAUF LOGICIELS MICRO)			1	100,00%
CONSTRUCTIONS		STRUCTURE (taux composants = 40 à 60%)	60 à 70 ans	1,42 à 1,67%
		fondations , gros œuvre, murs élévation	SELON BATIMENT	
		infrastructure sous-sol		
(Fondations, et leurs appuis, murs,		toiture -terrasse		
planchers, toitures,		planchers béton et métallique , escaliers béton		
aménagements faisant corps avec		sauf bâtiment calmette et musée (gros œuvre : composants =15%)	100 ans	1,00%
eux)			BAT CALMETTE	
		SECOND ŒUVRE (taux composants = 10 à 25%)	25 à 40 ans	2,5 à 4%
		Façade, bardage,	SELON BATIMENT	
		Façades vitrées		
		Etanchéité terrasse		
		Menuiseries extérieures		
		Couverture		
		Murs en briques		
AMENAGEMENTS, AGENCEMENTS		AGENCEMENTS INTERIEURS (taux composants = 10 à 20%)	10 à 20 ans	5 et 10%
INSTALLATIONS GENERALES		Cloisons	20	
(travaux destinés à mettre en état d'utilisation les		Plafonds et Faux plafonds	20	
batiments et les terrains)		Revetements sols = souple , carrelage	10	
		Sanitaires	20	
		Platerie	20	
		Isolation	20	
		Revêtements muraux et des sols	10	
		Peinture	10	
		Menuiseries intérieures	10	
		GROS EQUIPEMENTS (installations générales et techniques)	20 à 25 ans	4 à 5%
		(taux composants = 10 à 30%)		
		Electricité	20	
		Chauffage - climatisation- froid	20	
		Ascenseurs	20	
		Plomberie	20	
		EQUIPEMENTS SPECIFIQUES LABOS	20 ans	5,00%
		Paillasse- Sorbonnes		
MATERIEL ET SON AGENCEMENT		MATERIEL, ET SON AGENCEMENT	selon durée de vie technique	entre 6,67 et 12,5% cf liste
MATERIEL AUTO		MATERIEL AUTO	4	25,00%
		sauf pour installation électrique des frigos	selon durée location	
MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU		MATERIEL DE BUREAU	5	20,00%
		MOBILIER DE BUREAU	15	6,67%
MATERIEL INFORMATIQUE			3 ans linéaire	33,33%
MATERIEL RESTAURATION			5	20,00%
SYSTEME D'ACCES ET SECURITE			5	20,00%
FONDS COMMERCIAL			3	33,33%
BREVETS			4	25,00%
IMMOBILISATIONS EN CONCESSION			70	1,42%

6.1.4 Informations relatives aux immobilisations financières

PARTICIPATIONS	Nombre total d'action / parts	Participation IPL	% de participation	Valeur	Montant
APTEEUS	134 342	9 090	6,77	22	199 980
SCI CAMPUS PASTEUR LILLE	3 151 000	3 151 000	100,00	1	3 151 000
CUMA Forestière					95
PIERVAL SANTE		5 000		200	1 000 000
PAREF HEXA (Ex INTERPIERRE France)		5 000		210	1 050 000
SCPI CAPTECH SANTE		1		55 000	55 000
ILIAD BIOTECHNOLOGIES		223 600			430 000
Participation dans la copropriété					
- Droit d'entrée			36,00		
- Milestone			50,00		
Participation : valeur brute					5 886 075
Provision pour dépréciation					629 980
- APTEEUS				199 980	
- ILIAD BIOTECHNOLOGIES				430 000	
Participation : valeur nette					5 256 095
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES					107 647
Dépôts de garantie				107 646,80	
Prêts (versement du 1% logement)					1 080 224
Action Logement Vandoeuvre				1 041 331,52	
Action Logement Lille				38 892,19	
Autres : valeur brute					1 187 871
Provision pour dépréciation					
- Prêts aide aux logements					128 397
Autres : valeur nette					1 059 474
TOTAL NET AU 31/12/2024					6 315 569

A leur date d'entrée dans le patrimoine, les titres de participation et autres immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute ci-dessus définie, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire peut être déterminée en tenant compte du cours à la date de la clôture pour les titres cotés, et pour les titres non cotés, de la quote-part de situation nette, des perspectives de rentabilité et de l'intérêt stratégique pour la Fondation.

En 2024, les copropriétaires de la technologie BPZE1 ont mandaté l'Institut Pasteur de Lille pour qu'il convertisse en part les bons de souscription d'action ILIAD antérieurement octroyés (520 000 BSA, dont 223 600 pour l'IPL). Ces BSA ont été exercés en 2024 (prix d'exercice des parts réglé par compensation avec une créance en copropriété de 1 million d'euros résultant du non-règlement par Iliad de certains upfront et milestones) permettant ainsi à l'IPL de devenir, au nom et pour le compte de la copropriété, associé d'ILIAD (montant de la quote-part des titres détenus par IPL : 430 K€). La technologie BPZE1 est en développement. Au 31 décembre 2024, IPL n'a pas de visibilité sur la capacité d'Iliad à obtenir de la Food and Drug Administration l'autorisation de réaliser la phase III de l'essai en cours. De ce fait, les titres ont été provisionnés à 100%.

Apteeus étant en liquidation judiciaire depuis septembre 2024, la provision à 100% des titres de participation a été maintenue.

La société Stark Age ayant été radiée en septembre 2024, les obligations, provisionnées à 100%, ont été sorties de l'actif et la provision reprise.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stock et en cours

Libellés	Valeurs		Variations	
	31/12/2024	31/12/2023	Matières Premières	Produits Finis
Stock produits d'entretien et fournitures	13 374	15 831	-2 457	
Stock produits de laboratoire	185 189	190 095	-4 906	
Prestation de service en-cours	28 900	60 139		-31 239
Total	227 463	266 065	-7 363	-31 239

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition selon la méthode FIFO sauf le stock de produits et fournitures de bureau inscrit dans la rubrique matières premières et autres fournitures qui est évalué selon la méthode du CMUP.

Les travaux en cours sont valorisés par application au prix de vente d'un taux d'avancement en fonction des différentes étapes de valorisation en laboratoire des prestations.

6.2.2 Créances

6.2.2.1 Créances clients et comptes rattachés

	2024	2023
CLIENTS	2 907 124	3 148 609
FACTURES A ETABLIR	1 373 174	1 356 728
TOTAL CLIENTS	4 280 298	4 505 337
PROVISION POUR DEPRECIATION	-1 356 485	-1 718 316
NET	2 923 813	2 787 021

Factures à établir :

	2024	2023
ASSOCIATION RESTAURANT		15 600
CENTRE D'EXAMENS DE SANTE	947 769	819 814
DIVERS	45 636	6 674
DIVERS MISES A DISPOSITION		14 964
GENOSCREEN	15 120	9 642
IBL	50 217	34 817
NUTRITION	68 882	162 297
USM	125 000	175 890
VACCINATION	62 609	39 259
HEBERGEMENT ANIMALERIE	56 400	65 562
DIVERS LOCATAIRES	1 541	12 208
FACTURES A ETABLIR	1 373 174	1 356 728

Les factures à établir ont été déterminées à partir des en cours de facturation au 31 décembre 2024 et des factures émises en 2025.

Comme chaque année figure en factures à établir le solde des dotations de l'année en cours qui est payé après justification budgétaire.

Concernant les CPAM de Lille et de Tourcoing il reste les dotations de décembre à recevoir, soit 256 K€. Concernant la CPAM de l'Artois, il reste à recevoir 692 K€. Dont 200 K€, reçus en février 2025, qui sont relatifs à la dotation de 2023 et 492 K€ qui concernent la dotation de décembre 2024.

Le montant des factures à établir pour l'USM correspond aux factures à établir pour la rémunération du visuel.

Provision pour dépréciation des créances clients :

Au 31 décembre 2024, la provision pour dépréciation des créances clients a été constituée de la manière suivante :

- Les créances des particuliers et celles qui font l'objet d'une procédure judiciaire sont provisionnées à 100%.
- Les autres créances sont provisionnées à hauteur de 50% si leur antériorité est comprise entre 6 mois et 1 an. Elles sont provisionnées à 100% au-delà d'un an.

Les créances devenues irrécouvrables ont été passées en perte et la provision correspondante a été reprise.

6.2.2.2 Créances reçues par legs ou donations

Le montant des legs et donations en portefeuille a augmenté de 852 K€ entre 2023 et 2024. En ligne avec la réglementation depuis 2020, ce poste est éclaté dans différents comptes comptables.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

6.2.2.3 Autres créances

Principe de comptabilisation des subventions

- Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit, lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention, en contrepartie de l'actif « subvention à recevoir ».
- La fraction de la subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en « produits comptabilisés d'avances ».
- La fraction de subvention dédiée à un projet défini et qui n'a pu être utilisée au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « fonds dédiés »

Le montant brut des autres créances s'élève à 19 625 K€ au 31 décembre 2024. Il inclut :

	2024	2023
Avoirs à recevoir	35 496	1 152
Personnel avance	152	249
Taxe sur les salaires		1 383
Subventions d'investissement		2 259 912
Subventions des contrats de recherche	12 706 255	14 239 601
Subventions d'exploitation	52 692	130 513
Etat impôts sur les bénéfices - CVAE	182 287	144 708
TVA déductible	2 741 959	1 889 380
Crédit de TVA	233 384	105 507
Produits à recevoir (actions de prévention santé)	67 006	81 306
Compte courant SCI Campus Pasteur Lille	2 215 162	1 807 761
Tiers remboursements de frais	3 113	2 831
Dons à recevoir	363 793	366 497
Autres produits divers à recevoir		
Débiteurs divers	724 756	723 996
Produits à recevoir sur mécénats	300 000	1 160 000
Total brut	19 626 055	22 914 796
Provision dépréciation exceptionnelle des débiteurs divers	602 911	602 911
Total net	19 023 144	22 311 886

- 12 706 K€ de subventions à recevoir sur les contrats de recherche, contre 14 240 K€ au 31/12/2023. Cette créance correspond à des contrats dont le versement de la subvention ne pourra intervenir que dans les années à venir, lors des justifications intermédiaires ou finales à la clôture du contrat.

Ce montant de subvention à recevoir de 12 706 K€ inclut :

- 3 178 K€ de projet ANR
- 2 330 K€ de projets faisant partie du programme H2020 / Horizon Europe
- 2 827 K€ de projets Initiative d'Excellence
- 843 K€ de Programmes d'Investissement d'Avenir / France 2030
- 515 K€ de projets CPER RESIST-OMICS
- 504 K€ de projets PreciDiab
- 69 K€ de projets RIIP
- 667 K€ de mécénat
- 1 773 K€ de divers projets (dont NIH, FRM, autres fonds privés et publics, Conseil Régional, Université de Lille..)

	Montant total	2024	2025	2026	A partir de 2027
Répartition des produits à recevoir des contrats de recherche par échéance (en €)	12 706		2 077	4 801	5 828

- 53 K€ de subvention d'exploitation à recevoir, qui concernent des financements accordés par des autorités administratives, et 67 K€ de contributions financières octroyées par d'autres entités au Centre de Prévention Santé Longévité. En l'application du règlement 2018-06, les subventions d'exploitation et contributions financières sont comptabilisées en produit lors de leur notification par l'acte d'attribution. La fraction des subventions pluriannuelles rattachée à des exercices futurs est inscrite, à la clôture de l'exercice, en produits constatés d'avance.
- 182 K€ d'acomptes d'impôts sur les bénéfices qui feront l'objet d'un remboursement.
- Le compte courant de la SCI Campus Pasteur Lille où sont inscrits 1 814 K€ de frais engagés par la Fondation, une avance de trésorerie de 300 k€ et les intérêts du compte courant rémunéré au taux de l'EURIBOR 12 mois. L'avance de trésorerie pour payer les travaux dans l'attente de l'obtention d'un prêt bancaire sera remboursée dès l'obtention de ce prêt au 1^{er} semestre 2025.
- Une créance de 723 K€ relative au dédommagement du surcoût de désamiantage, engendré par une mauvaise réalisation des travaux du PLEHTA, a été inscrite en débiteurs divers. Elle a été provisionnée à 100%.
- 300 k€ de mécénats à recevoir. Au regard du règlement ANC n° 2018-06, l'intégralité du mécénat est constatée en produits à la signature de la convention. Si cette dernière est pluriannuelle, un produit constaté d'avance est comptabilisé pour le montant rattaché aux exercices futurs.

6.2.3 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement s'élèvent à fin 2024 à 4 534 k€ dont un portefeuille de titres de 1 378 K€ issu d'une donation en nue-propriété.

Les valeurs mobilières de placement font l'objet d'une dépréciation lorsque leur cours à la date de la clôture est inférieur à leur valeur d'acquisition. Au 31 décembre 2024, une provision de 257 K€ a été constituée.

6.2.4 Disponibilités

Les 5 587 K€ de disponibilités sont composés de 3 859 K€ de dépôts rémunérés, de 1 695 K€ de dépôts en compte et de 33 K€ d'espèces en caisse.

L'impact de l'avancement des travaux de réhabilitation du campus sur la trésorerie a été atténué par le déblocage de l'emprunt pour l'acquisition en décembre 2023 du terrain de la zone 2B. De plus, la Fondation a bénéficié d'un versement complémentaire exceptionnel de 1 M€ à la subvention accordée par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. D'où une augmentation de 640 K€ des disponibilités.

6.2.5 Charges constatées d'avance

	2024	2023
Travaux exécutés à l'extérieur	15 530	
Petit matériel informatique	150	
Locations	7 380	7 308
Entretien réparation immeuble	399	
Maintenance matériel	16 244	54 832
Maintenance immeuble	5 814	1 467
Maintenance informatique	148 829	149 645
Assurances	115 662	130 936
Documentation ouvrage	5 690	6 948
Cotisations	6 043	607
Logiciel non durable	54 561	16 689
Autres imprimés	50 948	
TOTAL	427 250	368 431

6.2.6 Etat des échéances des créances

Etat des créances (en €)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	1 080 224	61 794	1 018 430
Autres immobilisations financières	107 647		107 647
Créances clients	2 907 124	2 907 124	
Autres créances clients	1 373 174	1 373 174	
Personnel et comptes rattachés	152	152	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	
Impôts sur les bénéfices - CVAE	182 287	182 287	
Créances reçues par legs ou donations	1 902 861	1 403 669	499 192
Subventions (1)	12 758 947	2 130 159	10 628 788
Taxe sur la valeur ajoutée	2 975 343	2 975 343	
Groupes et associés	2 215 162	300 000	1 915 162
Débiteurs divers	1 194 164	470 671	723 493
Produits à recevoir sur mécénats	300 000	260 000	40 000
Charges constatées d'avance	427 250	427 250	
TOTAUX AU 31/12/2024	27 424 334	12 491 622	14 932 712
TOTAUX AU 31/12/2023	30 034 447	17 802 434	12 232 013

- (1) Le montant porté en subvention à moins d'un an inclut :
- 53 K€ de subventions d'exploitation à recevoir sur les activités du Centre de Prévention Santé Longévité.
 - 2 077 K€ de subventions à recevoir sur les contrats de recherche. Ce montant a été estimé en fonction des échéances de justifications donnant lieu à versements.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'un litige est avéré.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	Au 01/01/2024	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		Au 31/12/2024
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	1 569 227							1 569 227
Fonds propres avec droit de reprise	11 000 000							11 000 000
Ecart de réévaluation	15 761 975					5 335		15 756 640
Réserves	1 316 615							1 316 615
Réserves pour projet de l'entité	997 867	92 506						1 090 373
Fonds de réserve	2 624 772							2 624 772
Report à nouveau	-94 872	-984 336		77 017				-1 002 191
Excédent ou déficit de l'exercice	-891 830	891 830				1 067 267		-1 067 267
Subventions d'investissement	5 386 610			6 763		353 593		5 039 780
Droit du concédant	9 881 743					167 143		9 714 600
Total des fonds propres	47 552 109	0		83 779		1 593 338		46 042 550

6.3.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique.

Les fonds propres sans droit de reprise, de 1 569 227 €, de l'Institut Pasteur de Lille comprennent un ensemble de terrains et immeubles bâtis constituant le bâtiment historique de la Fondation dit « Calmette ».

6.3.2 Fonds propres avec droit de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit d'une entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par l'entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions.

Afin de poursuivre ses missions de recherche et de santé publique, l'Institut Pasteur de Lille a bénéficié, en décembre 2011, de 11 000 K€ d'apport en fonds de dotation avec droit de reprise se décomposant en :

- 2 000 K€ reçus de Lille Métropole Communauté Urbaine
- 7 000 K€ reçus de la Région Nord-Pas de Calais
- 2 000 K€ reçus du Conseil Général du Nord

6.3.3 Ecart de réévaluation

En 2024, la diminution de 5 K€ est réaffectée en report à nouveau. Elle correspond aux sorties d'immobilisations antérieurement réévaluées.

6.3.4 Réserves

Réserve pour projets l'entité

Afin de tenir compte de l'impact sur les exercices à venir des lignes budgétaires disponibles pour certains laboratoires, dont les contrats de recherche sont arrivés à terme, l'Institut Pasteur de Lille dispose d'une réserve pour ses projets associatifs.

6.3.5 Fonds propres consommables

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie

	31/12/2023	Nouvelles Subventions	Subventions reprises	Subventions Inscrites au compte de résultat	31/12/2024
Subventions d'origine	6 663 149	-53 879	244 690,88		6 364 580
Subventions Inscrites en compte de résultat	-1 276 539		-244 690,88	-292 952	-1 324 800
SOLDE	5 386 610	-53 879	0	-292 952	5 039 780

6.3.6 Droit du concédant

Ce poste trouve sa contrepartie en valeur nette à l'actif en « immobilisations mises en concession par le concédant », à savoir l'AOT.

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Pour rappel, la partie des legs et donations, constatée en produits, qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice est inscrite au passif en « fonds reportés » avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

Le montant des fonds reportés sur les legs et donations en portefeuille a augmenté de 1 108 K€ entre 2023 et 2024. En ligne avec la réglementation depuis 2020, il est éclaté dans différents comptes comptables.

VARIATION DES FONDS REPORTES ISSUS DE	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisations en cours d'exercice	Engagements à réaliser sur legs et donations affectés	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Legs et donations	1 712 299	1 092 451	2 200 042	2 819 890
TOTAL	1 712 299	1 092 451	2 200 042	2 819 890

6.4.2 Fonds dédiés

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés.

Au 31 décembre 2024, le montant des fonds dédiés s'élève à 9 415 840 euros. L'Institut Pasteur de Lille gère 311 projets contre 257 en 2023.

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
	Montant global		Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
- Contrats de recherche	5 778 032	2 190 053	1 535 109	15 886		6 432 975	307 870
Contributions financières d'autres organismes							
- Contrats de recherche	1 287 648	297 734	321 843			1 263 538	5 139
Ressources liées à la générosité du public							
- Contrats de recherche	1 157 579	620 807	59 060			1 719 326	247 576
- Hors contrats de recherche	0					0	
TOTAL	8 223 258	3 108 594	1 916 012	15 886	0	9 415 840	560 584

Conformément au règlement ANC n° 2018-06, les reports et utilisations des fonds dédiés sont intégrés dans le résultat d'exploitation

6.5 Provisions pour risques et charges

	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Provisions pour risques	2 228 300	119 000	325 000	2 022 300
Provision indemnité de départ en retraite	832 296	498 820	832 296	498 820
Médaille du Travail	128 803	161 175	128 803	161 175
Total	3 189 399	778 995	1 286 099	2 682 295

6.5.1 Provisions pour risques

Une provision est constatée lorsque trois conditions simultanées sont réunies :

- L'existence d'une obligation légale, réglementaire, contractuelle ou implicite à l'égard d'un tiers à la date de la clôture.
- Une sortie probable ou certaine de ressources, sans contrepartie attendue au moins équivalente.
- Une évaluation fiable du montant de l'obligation.

Cette provision est évaluée pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Projets immobiliers : Afin de faire face aux risques liés aux opérations de démolition et de désamiantage et de se prémunir des impacts des éventuels retards des projets immobiliers, la provision de 1 435 K€ constituée en 2023 a été maintenue dans l'attente de l'achèvement des travaux.

Indemnités de rupture : Au regard des litiges en cours, l'Institut Pasteur de Lille a diminué cette provision de 106 K€.

6.5.2 Provisions pour charges

Engagements pris en matière de retraite :

La provision pour indemnités de départ en retraite (PIDR) a été valorisée selon la méthode des unités de crédit projetées. Elle s'élève à 498 820 euros au 31 décembre 2024. Elle a été évaluée et comptabilisée dans le respect de la permanence des méthodes

Les hypothèses retenues pour le calcul de la PIDR sont les suivantes :

	2024
Taux de rotation non-cadre	10%
Taux de rotation cadre	10%
Taux de progression des salaires	2%
Taux d'actualisation	3,45%
Taux de charges	45,5%
Âge probable de départ :	64 ans

Engagements pris en matière de médaille du travail :

Au 31 décembre 2024, l'engagement pris par la Fondation en matière de médaille du travail s'élève à 161 175 euros. Cette estimation a été calculée sur la base des demandes de médaille des trois dernières années. Les paramètres d'évaluation de cette provision sont un taux de turnover de 8.89%, un âge de départ en retraite de 64 ans et un taux d'actualisation de 3.45 %.

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts

Situation à la clôture de l'exercice

	2024	2023
Emprunts (Solde Capital à rembourser) :	26 257 905	26 161 173
Intérêts courus sur emprunts	174 510	177 184
Solde créditeurs de banque	0	0
Frais bancaires à payer	12 361	17 131
TOTAL	26 444 776	26 355 488

Les fonds propres étant de 46,04 M€ fin 2024, le taux d'endettement est de 57% soit le rapport entre les emprunts de 26,26 M€ et les fonds propres de 46,04 M€.

Il reste à ce jour 4,6 M€ à lever dans les deux prochaines années pour finaliser les réhabilitations qui seront portées dans les comptes de l'Institut soit un taux d'endettement maximum de la Fondation à 67% toutes choses égales par ailleurs.

Par échéance

Etat des dettes (en €)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 694 776	1 718 601	5 455 870	15 520 305
Emprunts et dettes financières divers	3 750 000	250 000	1 000 000	2 500 000
TOTAUX AU 31/12/2024	26 444 776	1 968 601	6 455 870	18 020 305
TOTAUX AU 31/12/2023	26 355 488	2 042 897	6 018 170	18 294 421

A noter qu'au cours de l'année 2024, l'Institut Pasteur de Lille a remboursé 1 947 K€ d'emprunts, dont 659 K€ au titre des emprunts souscrits avant 2018 et 1 288 K€ au titre des nouveaux emprunts destinés aux réhabilitations.

L'Institut Pasteur de Lille a souscrit un nouvel emprunt de 2 043 K€. Il finance le terrain, correspondant aux parcelles occupées par les bâtiments Gernez-Rieux et Liaison appelées zone 2B, acheté en décembre 2023 à la ville de Lille.

Perspectives

M€	Investissement bâtiment H	Réhabilitations	Optimisation foncière : Parcelles 2B	TOTAL
Banques	Société Générale	CIC Nord Ouest - AG2R - CEB	CIC Nord Ouest	
Montants souscrits	0,7	33,2	2,0	35,9
Durée	fin 2025	de 11/2018 à 07/2042	de 04/24 à 03/36	
Cautions / garanties	hypothèque bâtiment H	MEL + Région Hauts de France	Mairie de Lille	
Montants Levés	0,7	28,6	2,0	31,3
Capital restant dû 31/12/2024	0,2	24,1	1,9	26,3

6.6.2 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Le montant des dettes fournisseurs a augmenté en raison d'un niveau élevé de facturation sur la fin d'année 2024. Il inclut la facture de la redevance du crédit-bail immobilier reçue sur décembre 2024. Le délai de règlement des fournisseurs de 29.25 jours ne tient pas compte de cette facturation tardive.

Le retenues de garanties correspondent aux réserves non levées sur les travaux du bâtiment Guérin. En raison de l'achèvement de la réhabilitation de ce bâtiment fin août 2024, la dette des fournisseurs d'immobilisations a diminué.

	2024	2023
Fournisseurs et comptes rattachés	4 212 776	3 566 282
- Fournisseurs	2 622 637	1 298 269
- Fournisseurs retenue de garantie	147 692	35 272
- Fournisseurs factures non parvenues	1 442 446	2 232 742
Fournisseurs d'immobilisations	78 920	1 267 470
TOTAL	4 291 696	4 833 752

6.6.3 Dettes des legs ou donations

Les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- Des dettes dont le défunt ne s'était pas libéré au jour de son décès.
- Des dettes grevant le bien transféré au bénéficiaire de la donation.
- De toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation

6.6.4 Dettes fiscales et sociales

	2024	2023
Indemnités de précarité	78 161	42 167
Compte épargne temps	390 542	383 219
Heures récupérables	6 060	7 986
Primes sur objectifs	190 250	228 000
Comité d'entreprise	2 152	4 460
Congés à payer	1 002 937	993 704
Organismes sociaux	805 966	747 371
Charges sociales retraite (réclamation Humanis)	168 736	168 736
Charges sociales sur congés à payer	429 290	427 361
Charges sociales sur indemnité de précarité	27 043	14 410
Charges sociales sur compte épargne temps	186 273	181 859
Charges sociales sur heures récupérables	2 157	2 904
Charges sociales sur primes sur objectifs	95 594	112 955
Prélèvement à la source	44 420	42 313
Etat, TVA sur factures à établir	39 398	81 034
Etat, TVA sur avoirs à recevoir	5 927	1 194
Etat, autres impôts sur salaires des non-résidents	2 839	1 332
Etat, charges à payer (CVAE)		345
TOTAL	3 477 744	3 441 351

6.6.5 Autres dettes

	2024	2023
Avoirs à établir	15 907	
Divers créditeurs	78 750	78 750
Cautions	2 257	2 257
Créances à rembourser	8 376	8 376
Charges à payer		71 682
TOTAL	105 291	161 065

Les 79 K€ de divers créditeurs correspondent à des sommes reçues à tort, en attente de remboursement.

6.6.6 Produits constatés d'avance

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. Le même mécanisme s'applique aux mécénats faisant l'objet d'une convention pluriannuelle.

	2024	2023
Toxicologie	16 123	0
Nutrition	35 700	44 793
Prestations	10 550	
Revenus des immeubles		44 516
Prévention santé Longévité	155 783	131 279
Licences Mobitec	136	153
Mécénats	250 000	1 080 000
Contrats de recherche	13 891 485	11 204 123
TOTAL	14 359 776	12 504 864

6.6.7 Etat des échéances des dettes

Etat des dettes (en €)	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 694 776	1 718 601	5 455 870	15 520 305
Emprunts et dettes financières divers	3 750 000	250 000	1 000 000	2 500 000
Fournisseurs et comptes rattachés	4 212 776	4 212 776		
Dettes des legs ou donations	363 240	172 034	191 205	
Personnel et comptes rattachés	1 670 102	1 670 102		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 717 898	1 717 898		
Prélèvement à la source	44 420	44 420		
Taxe sur la valeur ajoutée	45 325	45 325		
Etat, contribution économique et impôt sur les bénéfices	0	0		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	78 920	78 920		
Autres dettes	105 291	105 291		
Produits constatés d'avance	14 359 776	7 555 225	6 804 551	
TOTAUX AU 31/12/2024	49 042 522	17 570 591	13 451 626	18 020 305
TOTAUX AU 31/12/2023	47 628 720	17 268 224	12 066 075	18 294 421

Sur les 6 805 K€ de produits constatés d'avance d'un à cinq ans :

- 6 765 K€ concernent des contrats de recherche qui se répartissent en :
 - 1 857 K€ pour des projets Initiative d'Excellence
 - 1 575 K€ pour des projets ANR
 - 1 303 K€ pour des projets faisant partie du programme H2020, Horizon Europe

- 786 K€ pour des Programmes d'Investissement d'Avenir / France 2030
- 129 K€ pour le mécénat
- 1 115 K€ pour divers projets
- 40 K€ concernent des mécénats contre 360 K€ en 2023

7 - Informations relatives au compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés)
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés)
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits d'exploitation

7.1.1 Ventes de biens et services

		2024	2023	Evolution
(a)	Vaccinations	1 288 725	1 124 699	164 027
(b)	Examens santé	4 162 089	4 254 568	-92 479
(c)	Toxicologie	1 027 199	933 655	93 545
(d)	Editions livres, Rapports, Affiches, jeux	0	320	-320
(e)	Formations, conseils et audits	197 567	302 558	-104 991
(f)	Expertises, travaux scientifiques, Contrats	758 319	971 589	-213 270
(g)	Prestations de services	659 382	483 217	176 165
(h)	Parrainages	0	21 000	-21 000
(i)	Produits accessoires	468 630	422 396	46 234
(j)	Production stockée	-31 239	51 250	-82 489
	TOTAL	8 530 673	8 565 251	-34 578

La production vendue est relativement stable, diminuant de 35 k€ entre 2023 et 2024 s'expliquant par la baisse d'activité en expertises, formations et compensée par la hausse des autres activités :

- (a) Le chiffre d'affaires en vaccination continue de progresser.
- (b) La baisse du chiffre d'affaires en examens de santé s'explique par la baisse des parcours longévité et une revue des dotations CPAM.
- (c) Le chiffres d'affaires de la toxicologie en reprenant la production stockée est stable à 1M€.
- (d) La Fondation a vendu des jeux Nutrissimo Senior en 2023.
- (e) L'activité expertises a fortement diminué en 2024 avec le départ progressif du directeur médical.

- (f) La baisse des expertises, travaux scientifiques, contrats et prestations de service s'explique essentiellement par la baisse des études cliniques et celle des prestations du service Unité de Sécurité Microbiologique.
- (g) La hausse des prestations de services à hauteur de 176 k€ s'explique notamment par l'activité en hausse du Plehta (tarifs et reprise de cages).
- (h) Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire. L'Institut Pasteur de Lille a bénéficié de 21 k€ de parrainage en 2023 dans le cadre des ateliers de nutrition.
- (i) La hausse des produits accessoires de 46 k€ s'explique essentiellement par l'arrivée d'un nouveau locataire au RDC du bâtiment Guérin.
- (j) La production stockée correspond à la variation des en cours de prestations en toxicologie

7.1.2 Produits de tiers financeurs

7.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

	2024	2023
Subventions du Ministère	7 014 000	6 014 000
Subventions des communes	4 040	4 884
Taxe d'apprentissage	0	0
Subventions des contrats de recherche	5 363 345	5 653 660
Subventions pôle santé	407 235	390 912
Autres subventions	9 662	20 200
TOTAL	12 798 282	12 083 656

Concours publics :

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

Subventions :

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation. Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Si un risque d'indus ou de reversement de subvention est avéré, il est enregistré en « *Provisions pour risques et charges* »

➤ Subventions du Ministère

En décembre 2024, la Fondation a bénéficié d'un versement complémentaire exceptionnel de 1 M€ de la subvention accordée par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

➤ Subventions des contrats de recherche

Les 5 363 K€ de subventions des contrats de recherche correspondent aux subventions utilisées sur l'année 2024.

➤ Subventions pôle santé

Le niveau des subventions finançant les missions de prévention santé du pôle santé est resté stable, 407 K€ en 2024 contre 391 K€ en 2023. La fraction des subventions non utilisée a été comptabilisée en produits constatés d'avance pour une utilisation en 2025.

7.1.2.2 Ressources liées à la générosité du public

7.1.2.2.1 Dons manuels

Conformément à l'engagement pris par l'Institut Pasteur de Lille, les dons perçus sont intégralement utilisés pour financer ses actions de recherche.

Les dons qui sont affectés par le donateur à un objet spécifique font l'objet d'une imputation en fonds dédiés à la clôture s'ils n'ont pas été utilisés sur l'exercice.

Le poste « dons manuels » comprend les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement. Ils sont enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

En 2024, la fondation a perçu 4 000 K€ de dons, contre 3 768 K€ en 2023.

7.1.2.2.2 Mécénats

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Au 31 décembre 2024, le produit de mécénats s'élève à 1 687 K€. Au 31 décembre 2023, le produit des mécénats était de 857 K€.

7.1.2.2.3 Legs, donations et assurances-vie

Cette rubrique du compte de résultat présente les produits des libéralités nets des charges.

Les actifs et passifs issus de legs ou donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation, avec une contrepartie en produits, sauf stipulation contraire du testateur ou donateur.

La partie des libéralités qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice est inscrite au passif en « fonds reportés » avec pour contrepartie une charge.

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	2 587 173
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	3 070 606
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	836 485
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 092 451
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	851 385
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	2 200 042
SOLDE DE LA RUBRIQUE	4 535 288

7.1.2.3 Contributions financières

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une entité privée. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens. Ainsi définies, elles sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits d'exploitation lorsqu'elles relèvent de l'activité courante de l'entité.

	2024	2023
Contrats de recherche	899 331	643 534
Prévention santé longévité	51 001	39 746
TOTAL	950 332	683 280

7.1.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

	2024	2023
Reprise sur provision pour dépréciation des immobilisations	28 176	37 900
Reprise sur provision pour dépréciation des créances clients	524 539	205 117
Reprise sur provision pour indemnité de départ en retraite	832 296	1 010 746
Reprise sur provision indemnités de rupture	225 000	
Reprise sur provision divers litiges	100 000	
Reprise sur provision pour médaille du travail	128 803	125 666
Transferts de charges	59 205	8 039
TOTAL	1 898 019	1 387 468

Comme en 2023, les provisions pour indemnité de départ en retraite et médaille du travail ont fait l'objet d'une reprise de la provision constituée sur l'exercice précédent et d'une nouvelle dotation pour 2024.

7.1.4 Utilisations des fonds dédiés

Ce poste concerne uniquement l'utilisation de fonds dédiés sur des subventions d'exploitation relatives à des contrats de recherche, 1 916 K€.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini et qui a été utilisée au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de produit « utilisation des fonds dédiés » en contrepartie du passif « fonds dédiés ».

7.1.5 Autres produits

Ils correspondent aux loyers et à la rémunération du nom et du visuel de l'Institut Pasteur de Lille.

	2024	2023
Loyers	469 982	413 755
Redevances	748 024	1 245 779
Produits divers de gestion	42 462	
TOTAL	1 260 468	1 659 534

7.2 Charges d'exploitation

7.2.1 Achats de marchandises

Ce poste correspond essentiellement à l'achat de vaccins pour 636 k€ et le solde pour le stock de produits de laboratoires et de consommables (42k€), de produits d'entretien (13k€) et de fournitures de bureau (5k€).

7.2.2 Autres achats et charges externes

La baisse de 589 k€ résulte essentiellement par activité des éléments suivants :

- Centre de Prévention Santé Longévité : - 449 k€ s'expliquant par la baisse des bilans biologiques en lien avec la baisse du nombre de bilans CPAM et du nombre de bilans longévité, la diminution d'activité des études cliniques et des expertises.
- Expertises Toxicologie et USM : +107 K€ du fait de la prise en charge à 100% d'un personnel de l'Université de Lille pour l'activité recherche et développement depuis septembre 2023
- Coût des bâtiments : - 177 k€ résultant de la baisse de la redevance de crédit-bail immobilier à la suite du rachat du terrain du bâtiment Gernez Rieu de 0.3M€ compensée partiellement par une augmentation de l'entretien des immeubles et contrats de maintenance relatifs aux immeubles

En 2024, le montant des honoraires des commissaires aux comptes inscrit au compte de résultat s'élève à 90 824 € et se répartit de la manière suivante :

	KPMG	CTN Audit
Certification des comptes	40 619	40 555
Autres services	9 650	
Total	50 269	40 555

7.2.3 Aides financières

Une aide financière est une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les aides financières sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité.

En 2024, l'Institut Pasteur de Lille a octroyé 150 K€ d'aides financières à l'Association du Restaurant Campus Pasteur Lille pour soutenir son activité.

7.2.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Ce poste reprend entre autres la taxe sur les salaires à hauteur de 371 K€, la formation professionnelle continue pour 155 K€, la contribution légale à la formation professionnelle pour 134 K€ et la régularisation du coefficient de déduction de TVA pour 152 K€

7.2.5 Salaires et traitements, charges sociales

	2024	2023
Salaires et traitements	11 704 597	11 888 109
Charges sociales et dépenses sociales	4 384 414	4 483 310
Variation des provisions sur salaires et charges à payer	-22 252	-56 791
Total	16 066 759	16 314 628

La baisse de 248 K€ se décompose en :

- ✓ - 184 k€ se décomposant en
 - ✓ - 250 K€ de salaires et traitements bruts liée à la baisse des effectifs à hauteur de 4.6 ETP
 - ✓ + 67 k€ de hausse d'indemnités de départ
- ✓ - 99 K€ de charges sociales en lien avec la variation de la masse salariale (taux de charges 40%)
- ✓ +35 K€ de provisions sur salaires résultant de la variation de la provision sur congés payés, compte épargne temps (CET)

Intéressement

L'Institut Pasteur de Lille n'a pas signé d'accord d'intéressement des salariés aux performances de la Fondation.

Article 20 LOI n°2006-586 du 23 MAI 2006

En application de cette loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'est élevé à 285 154 euros en 2024.

Ventilation de l'effectif

Effectif en ETP en fin de mois	Moyenne 2024	Moyenne 2023
ETP en Recherche	138,07	133,06
Dont nombre de boursiers Post doc	17,75	18,00
ETP en Santé environnement	86,18	95,24
ETP en Administration	57,75	58,45
Nombre total d'ETP	282,17	286,78
Nombre total de CONTRATS	295,42	302,00
Nombre de stagiaires rémunérés	5,08	5,42
Nombre de stagiaires non rémunérés	5,58	6,83

7.2.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

	2024	2023
Amortissement des immobilisations	3 639 466	3 681 808
Provision pour dépréciation des créances clients	162 708	1 489 742
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 802 174	5 171 550

Hors procédure judiciaire, la Fondation provisionne ses créances clients impayées à 50% lorsque leur antériorité est comprise entre 6 mois et un an et à 100% lorsque leur antériorité est supérieure à 1 an. Cette prudence peut entraîner d'importante variation des dotations et reprises de provisions. De plus, lorsqu'un échéancier de paiement mit en place avec un client est respecté, la provision est reprise.

7.2.7 Dotations aux provisions

	2024	2023
Dotation provision pour indemnité de départ en retraite	498 820	832 296
Dotation provision pour médaille du travail	161 175	128 803
Dotation provision indemnités de rupture	119 000	
Dotation provision pour litiges	0	136 000
Dotations aux provisions	778 995	1 097 099

7.2.8 Reports en fonds dédiés

Ce poste concerne uniquement les reports en fonds dédiés sur des subventions d'exploitation relatives à des contrats de recherche, 3 109 K€.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini et qui n'a pas été utilisée au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charge « reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « fonds dédiés »

7.2.9 Autres charges

Ce poste inclut principalement le coût de la mise en conformité informatique réglementaire et la constatation en perte des créances irrécouvrables antérieurement provisionnées.

	2024	2023
Dépôt et maintien de brevets	280	190
Droit d'auteur et reproduction	2 632	2 752
Logiciels non durables	319 832	255 747
Autres charges sur legs ou donations	990	
Pertes sur créances irrécouvrables	358 035	74 115
Autres charges de gestion courantes	4 784	4 247
Total autres charges	686 554	337 052

7.3 Résultat financier

7.3.1 Produits financiers

Autres intérêts et produits assimilés		346 434
- Revenus des actions	140 440	
- Revenus des comptes à terme	87 331	
- Autres produits financiers	118 663	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		295 846
- Participations	205 817	
- Valeurs mobilières	90 029	
Différences positives de change		33 410
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL AU 31/12/2024		675 690

7.3.2 Charges financières

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		7 215
- dépréciation actions / participations		
- dépréciation valeurs mobilières de placement	889	
- dépréciation prêts à long terme	6 326	
Intérêts et charges assimilées		617 618
- Intérêts des emprunts	616 447	
- Autres charges financières	1 172	
Différences négatives de change		6 727
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL AU 31/12/2024		631 560

7.4 Résultat exceptionnel

Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opération de gestion		430 000
- Part IPL dans la créance de copropriété sur ILIAD convertie en participation	430 000	
Produits exceptionnels sur opération en capital		293 228
- Produits de cession des immobilisations financières	276	
- Quote-part de subvention inscrite en compte de résultat	292 952	
Reprises sur provisions et transferts de charges		70 673
- Pour dépréciation des immobilisations (projet immobilier)	70 673	
Total des produits exceptionnels		793 901
Charges exceptionnelles		
Valeurs nettes comptables		706 333
- Valeur comptable des immobilisations corporelles cédées	500 333	
- Valeur comptable des immobilisations financières	206 000	
Dotations aux amortissements et provisions		430 000
- Participation ILIAD Biotechnologies	430 000	
Total des charges exceptionnelles		1 136 333
Résultat exceptionnel au 31/12/2024		-342 431

Les produits exceptionnels sur opération en capital d'un montant de 293 K€ comprennent principalement aux quotes-parts de subvention d'investissement dont 251 k€ pour le Plehta.

Compte tenu de l'avancement du projet immobilier, de la réhabilitation du bâtiment Guérin, la fondation a repris 71 K€ de provision pour dépréciation des immobilisations.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations corporelles d'un montant de 500 K€ comprennent aux mises au rebut d'aménagements, d'installations techniques et matériels.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations financières d'un montant de 206 K€ comprennent aux sorties des obligations Stark Age et parts Multihabitation.

7.5 Impôt sur les bénéfices

Rappel du contexte :

Fin 2016, l'administration fiscale a formulé une demande d'examen du régime fiscal de l'institut Pasteur de Lille au regard de l'impôt sur les sociétés. Compte tenu de la complexité du dossier, elle a développé sa position dans différents rescrits dont le dernier a été établi le 3 août 2020.

Il ressort de ces différents rescrits que les activités suivantes sont soumises à l'impôt sur les bénéfices :

- les vaccinations autres que la rage curative, la grippe et la fièvre jaune
- les bilans à la carte
- les études cliniques
- les expertises et actions d'éducation santé du service « nutrition et activité physique » à destination des entreprises
- les rémunérations du nom et du visuel

En 2024 le secteur fiscalisé a dégagé un bénéfice de 235 K€. Compte tenu du déficit reportable de l'exercice 2023 la fondation n'est pas redevable de l'impôt sur les sociétés en 2024.

7.6 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail bénévole, mises à disposition de personnes.
- Des contributions en biens, dons en nature redistribués ou consommés en l'état.
- Des contributions en services, mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature. Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

L'Institut Pasteur de Lille a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de notre entité
- La Fondation n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature

8 - Les engagements hors bilan

8.1 Crédit-bail

Le 12 juillet 2010, l'Institut Pasteur de Lille a signé avec la Ville de Lille un contrat de crédit-bail immobilier sur 25 ans.

En 2023, dans la cadre de son projet de valorisation du campus, l'Institut Pasteur de Lille a acheté à la Ville de Lille le terrain correspondant aux parcelles occupées par les bâtiments Gernez-Rieux et Liaison. Pour ce faire, la Fondation a levé l'option par anticipation du crédit-bail immobilier, conclut avec la Ville de Lille, sur la partie concernant cet ensemble immobilier (bâtiment Gernez Rieux et Liaison). L'engagement pris par la Fondation a été calculé sur la base de l'échéancier de remboursement transmis par le Crédit Agricole.

A l'expiration du crédit-bail, le prix de levée d'option d'achat sera d'un euro.
Après paiement des loyers et de ce prix, la Fondation retrouvera la propriété des immeubles.

BAILLEUR	DUREE	TYPE MATERIEL	REDEVANCES PAYEES HT	
			De l'exercice	Cumulées au 31/12
VILLE DE LILLE	25 ans 11/07/2010-12/07/2035 Avenant 1	Crédit-bail immobilier Bâtiments L/K/M/T/Y	858 134	14 642 079
			858 134	14 642 079

BAILLEUR	REDEVANCES RESTANT A PAYER en HT				PRIX ACHAT RESIDUEL
	Jusqu'à 1 an - en 2025	+1 an A 5 ans de 2026 à 2029	+ 5 ans 2030 à 2035	Total à payer	
VILLE DE LILLE	859 298	3 437 191	5 155 787	9 452 276	1
	859 298	3 437 191	5 155 787	9 452 276	

VALEUR ORIGINE	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		VNC 31/12/2024
			2024	Cumul	
Constructions 15 232 442	12/07/2010	12/07/2035 Soit 25 ans	609 298	9 899 614	5 332 828

8.2 Legs et assurances-vie

Les legs, donations et assurances-vie sont inscrits en engagements hors bilan à la date à laquelle la Fondation est informée de la volonté du donateur jusqu'à leur comptabilisation à l'actif :

- pour les legs à la date d'acceptation
- pour les assurances-vie à la date de réception des fonds

Legs

Le montant des legs en attente d'acceptation au 31/12/2024 est de 198 000 € :

Libellés	Situation juridique du dossier	Type de legs	Montant en EUR
14.2024	En attente info notaire	1/5.	160 000 €
25.2024	En attente info notaire	1/60.	2 000 €
28.2024	En attente info notaire	1/2.	36 000 €
Total			198 000 €

Assurances-vie

Le montant des assurances-vie en attente d'encaissement au 31/12/2024 est de 37 903 K€ :

Libellés	Situation juridique du dossier	Montant en EUR
31.2024	En cours	7 160 €
32.2024	En cours	30 743 €
		37 903 €

8.3 Les autres engagements hors bilan

8.3.1 Engagements donnés

- Emprunt : les emprunts de la SCI Campus Pasteur de Lille sont garantis par les hypothèques sur les actifs que sont les immeubles et de manière complémentaire à la demande des banques CEB et CE Hauts de France, l'Institut Pasteur de Lille s'est porté garant de ces emprunts.
- Travaux de réhabilitation : le montant des engagements donnés sur travaux pris par l'Institut Pasteur de Lille, envers les différents prestataires avec lesquels un contrat a été signé, s'élève à 3 112 euros au 31 décembre 2024.

8.3.2 Engagements reçus

- Emprunts : les emprunts souscrits par la Fondation sont garantis par les cautionnements suivants :

Etablissement	Montant initial emprunté en euro	Date de souscription	Date d'échéance	Type de garantie	Montant Garanti en euro au 31/12/2024
Caisse d'Epargne Nord France Europe	1 987 247	01/2013	06/2025	Caution de 442 979,38 € de la Commune de Lille et de 442 979,38 € de la Métropole Européenne de Lille.	191 356
CIC Nord-Ouest	7 000 000	11/2018	11/2038	Garanties personnelles de 3 500 000 € de la Métropole Européenne de Lille et de 3 500 000 € de la Région Hauts-de-France.	5 252 680
CIC Nord-Ouest	2 043 000	04/2024	03/20236	Caution solidaire de la Ville de Lille à hauteur de 2 043 322,78 €	1 945 313
Société Générale	700 000	09/2008	07/2024	Mandat irrévocable d'hypothèque à hauteur de 700 000 €	13 292
LA MONDIALE	5 000 000	10/2019	10/2039	Caution solidaire de la Métropole Européenne de Lille et de la Région Hauts de France à hauteur de 50 % chacune.	3 750 000
CEB	5 900 000	12/2020	12/2040	Caution solidaire de la Métropole Européenne de Lille et de la Région Hauts de France à hauteur de 50 % chacune.	4 968 421
CEB	10 700 000	07/2022	07/2042	Caution solidaire de la Métropole Européenne de Lille et de la Région Hauts de France à hauteur de 50 % chacune.	10 136 842
Totaux	33 330 247				26 257 905

- Travaux de réhabilitation : au 31 décembre 2024, le montant des cautions reçues au titre des travaux s'élève à 480 393 euros.

9 – Dispositions spécifiques aux entités faisant Appel Public à la Générosité (APG)

L'Institut Pasteur de Lille faisant appel public à la générosité, cette annexe intègre, conformément aux dispositions spécifiques prévues dans le règlement ANC n°2018-06, le compte de résultat par origine et destination (CROD) et le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

9.1 Méthodologie CROD et CER

En préambule, les explications relatives au CROD le sont également pour le CER puisque ce dernier n'est qu'une émanation du CROD ne reprenant que la colonne « Générosité du public ».

Concernant l'élaboration du CROD, la partie « Produits » utilise principalement la comptabilité générale, c'est donc la nature comptable (70xxxxxx, 74xxxxxx, 75xxxxxx ...) qui permettra de flécher les recettes sur les lignes concernées :

- 1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC
 - 1.1 Cotisations sans contrepartie
 - 1.2 Dons, legs et mécénat
 - Dons manuels
 - Legs, donations et assurances-vie
 - Mécénat
 - 1.3 Autres produits liés à la générosité du public
- 2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC
 - 2.1 Cotisations avec contrepartie
 - 2.2 Parrainage des entreprises
 - 2.3 Contributions financières sans contrepartie
 - 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public
- 3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS
- 4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
- 5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS

Les lignes 1.1 à 1.3 sont affectées à la colonne « Générosité du public », les autres produits (lignes 2, 3) sont considérés comme « Hors générosité du public », les lignes 4 et 5 font appel à la fois à la comptabilité générale et analytique pour déterminer leur affectation.

La partie « Charges » fait appel d'une part à la comptabilité analytique uniquement, pour pouvoir renseigner les lignes :

- 1 - MISSIONS SOCIALES
 - 1.1 Réalisées en France
 - Rechercher et comprendre (SANs R5xxxxx et P5xxxxx Recherche en « GP », Cxxxxxx Contrats subventionnés et fonds privés en « hors GP »)
 - Prévenir et informer (SANs S3xxxxx Santé Publique et A6C1xxx Communication en « hors GP »)
 - Mettre au point et développer des solutions (SANs E4xxxxx Expertises en « hors GP »)
- 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS
 - 2.1 Frais d'appel à la générosité du public (SANs A6C02xx Collecte en « GP »)
 - 2.2 Frais de recherche d'autres ressources (SAN A6R0100 Administration et Contrats de recherche en « hors GP »)
- 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT
 - Services support (SANs A6xxxxx hors celles repris en 2, en « hors GP »)

Immobilier (SANs I9xxxxx Bâtiments et A6I0100 Gestion immobilière en « hors GP »)

et d'autre part à la fois à la comptabilité générale et analytique pour renseigner les lignes :

4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS (Comptes 681 hors dot amortissements, 686 et 687)

5 - IMPOT SUR LES BENEFICES

6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE (Comptes 6894 et 6896)

Remarque : « GP » ou « hors GP » selon la même méthodologie (examen des SANs concernées) utilisée pour ventiler les lignes 1, 2 et 3.

Principes généraux :

Conformément au règlement ANC 2018-06 et aux recommandations de la CNCC dans son guide de contrôle, le résultat de la générosité du public a été ramené à 0 en limitant les lignes « Missions sociales » et « Frais de fonctionnement » au montant des ressources disponibles issues de la générosité du public. Les charges relatives aux « Missions sociales » et aux « Frais de fonctionnement » sont réduites du montant du résultat négatif initial. Ce dernier est imputé proportionnellement à ces deux rubriques telles qu'elles ressortent avant la limitation de leur montant.

9.2 Compte de résultat par origine et destination (CROD)

9.2.1 Informations générales

L'Institut Pasteur de Lille est une fondation reconnue d'utilité publique par décret du 1er avril 1898, qui intervient dans le domaine de la recherche et de la santé publique.

La Fondation réalise ses missions dans la durée et en continu. Les fonds collectés d'une année ne sont pas nécessairement utilisés cette même année compte tenu du temps nécessaire pour organiser des projets de qualité. Néanmoins, les fonds affectés par les donateurs non utilisés dans l'année restent dédiés à leur objet à la fin de l'année.

9.2.2 Précisions et méthodologie du CROD (Compte de résultat par origine et destination)

La fondation faisant appel à la générosité du public, elle présente un CROD (Compte de résultat par origine et destination) élaboré conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

Ce CROD a été établi en l'application des règles comptables en vigueur dans la Fondation et constitué à partir du compte de résultat. Pour les besoins spécifiques du CROD, une répartition analytique de certaines charges a été mise en œuvre.

La méthodologie de son établissement est présentée au Conseil d'Administration pour validation et est revue par les commissaires aux comptes dans le cadre de leur mission de certification des comptes annuels.

9.2.3 Ressources

Pour mener à bien ses missions sociales, l'Institut Pasteur de Lille dispose de ressources d'origine mixte. Il bénéficie à la fois de fonds publics et privés parmi lesquels certains sont issus de la générosité du public. En 2024, les ressources totales (ou produits) de l'exercice inscrites au compte de résultat s'élèvent à 39 697 K€.

9.2.3.1 Ressources collectées liées à la générosité du public (10 863 K€)

Les ressources collectées auprès du public sont constituées de dons, legs et autres libéralités et des mécénats. Sont considérées comme affectées, les sommes qui, en fonction de la volonté exprimée par le donateur ou des dispositions prises dans l'appel à la générosité du public, comportent une obligation pour l'organisation qui les reçoit, de les consacrer à une opération ou un objectif déterminé.

En 2024, l'Institut Pasteur de Lille a perçu 10 863 K€ de ressources collectées auprès du public contre 13 108 K€ en 2023. Cette diminution est liée à la perception du legs CARDOT à hauteur de 3,3 M€ en 2023.

Les ressources collectées auprès du public représentent 27 % des ressources de la Fondation.

9.2.3.2 Produits non liés à la générosité du public (12 555 K€)

Ils s'élèvent en 2024 à 12 555 K€ contre 12 475 K€ en 2023 et se décomposent de la manière suivante :

	2024	2023
Production vendue	8 802 K€	8 838 K€
Contributions financières	950 K€	683 K€
Contrats de recherche	380 K€	642 K€
Revenus des immeubles	470 K€	414 K€
Redevances	748 K€	1 246 K€
Divers	102 K€	8 K€
Produits financiers	380 K€	334 K€
Produits exceptionnels	723 K€	309 K€

Les produits non liés à la générosité du public regroupent les produits de la facturation des services associés aux missions sociales de l'Institut Pasteur de Lille, les contributions financières et les contrats de recherche sur fonds privés, les revenus des immeubles, les redevances et les produits financiers et exceptionnels. La variation provient essentiellement des redevances liées à l'utilisation du nom de - 498 K€ (USM) et de l'exceptionnel pour + 414 K€ (participation ILIAD).

Ils représentent 32 % des ressources de la Fondation.

9.2.3.3 Subventions et autres concours publics (12 798 K€)

Entrent dans la catégorie des subventions et autres concours publics, les subventions d'exploitation et les subventions dédiées d'origine publique. En 2024, l'Institut Pasteur de Lille a reçu :

- 7 014 K€ de subvention du Ministère de la Recherche
- 5 363 K€ de fonds publics pour financer des contrats de recherche
- 421 K€ de subventions diverses.

Ce poste constitue 32 % des ressources de la Fondation.

9.2.3.4 Reprises des provisions (2 205 K€)

La ligne "reprises de provisions" inclut :

- les reprises sur provisions d'exploitation pour 1 839 K€
- les reprises sur provisions à caractère financier pour 296 K€
- les reprises sur provisions à caractère exceptionnel pour 71 K€ (projet immobilier)

9.2.3.5 Utilisation des fonds dédiés des exercices antérieurs (1 916 K€)

L'utilisation de fonds dédiés d'exercices antérieurs sur subventions de contrats de recherche s'élève à 1 916 K€ en 2024.

9.2.4 Emplois

En 2024 les emplois (ou charges) de l'exercice inscrits au compte de résultat s'élèvent à 40 764 K€, ils sont en baisse de – 772 K€.

Ceux-ci sont ventilés en cinq catégories à partir de la comptabilité analytique et des comptes de charge de la comptabilité générale.

9.2.4.1 Missions sociales (22 739 K€)

Elles s'organisent sur quatre axes : rechercher et comprendre, mettre au point et développer des solutions, former et enfin prévenir et informer. Les frais affectés sur ces 4 axes sont les frais directs de consommables et de personnel, ils ne comprennent ni les frais mutualisés, ni les frais centraux, ni l'immobilier.

Les missions sociales représentent 56 % des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat et sont en baisse de - 918 K€, elles sont financées à hauteur de 4 801 K€ par la générosité du public.

9.2.4.2 Frais de recherche de fonds (3 006 K€)

Les frais dédiés à la recherche de subventions et autres concours publics s'élèvent à 456 K€. Ces dépenses sont stables et nécessaires à la gestion et justification de l'utilisation des fonds affectés à la réalisation des missions sociales. Elles représentent 1 % des emplois de l'exercice.

Les frais dédiés à la sollicitation de la générosité du public, au traitement des dons et libéralités accordés à l'Institut Pasteur de Lille se montent à 2 550 K€, ils sont en progression de 202 K€ par rapport à 2023. Ces frais représentent 6 % des emplois de l'exercice.

9.2.4.3 Frais de fonctionnement (10 531 K€)

Les frais de fonctionnement représentent 26 % des emplois.

Ils comprennent toutes les charges non imputables directement aux missions sociales, à la collecte de fonds, à la recherche de subventions et autres concours publics, soit le coût des services supports et de l'immobilier.

Ces dépenses sont réparties en frais centraux, frais mutualisés et dépenses immobilières :

9.2.4.3.1 Les frais centraux

Ils s'élèvent à 722 K€, soit 2 % des emplois de l'exercice. Ils reflètent la part des frais de fonctionnement destinés à la gouvernance de la Fondation.

9.2.4.3.2 Les frais mutualisés

Ils correspondent aux fonctions transverses (Comptabilité, Contrôle de gestion, Trésorerie, Qualité, Ressources Humaines, Juridique, Sécurité, Infrastructure et Moyens Généraux, Gestion Immobilière, Services Informatiques, Achats, Communication) pour 4 751 k€. Les frais mutualisés représentent 12 % des emplois de l'exercice.

9.2.4.3.3 Les dépenses liées à l'immobilier

Elles reprennent principalement les dépenses d'entretien des immeubles, d'assurances, d'amortissements, loyers de crédit-bail immobilier et les intérêts des emprunts. Elles s'élèvent à 5 058 K€ et représentent 12 % des emplois.

9.2.4.4 Dotations aux provisions (1 379 K€)

La ligne "dotation aux provisions" inclut :

- Les dotations aux provisions d'exploitation pour 942 K€. Elles sont composées principalement des provisions pour indemnités de départ à la retraite, médaille du travail et dépréciation des créances clients.
- Les dotations aux provisions financières pour 7 K€. Elles sont liées à la dépréciation des valeurs mobilières de placement et participations.
- Les dotations aux provisions exceptionnelles pour 430 K€, elles concernent la participation ILIAD. Ces dotations s'élevaient à 2 958 K€ en 2023.

9.2.4.5 Reports en fonds dédiés (3 109 K€)

Cette somme représente la partie des ressources affectée à un ou plusieurs projets, non utilisée au cours de l'exercice et reportée sur des exercices ultérieurs, elles augmentent de + 1 368 K€.

CROD 2024	2024			GP
	GP	Hors GP	TOTAL	
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie				
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	4 000 367,12	0,00	4 000 367,12	3 767 531,0
- Legs, donations et assurances-vie	4 534 297,54	0,00	4 534 297,54	7 556 668,1
- Mécénat	1 687 167,41	0,00	1 687 167,41	856 868,2
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0,00	0,00	0,00	0,0
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie	0,00	0,00	0,00	0,0
2.2 Parrainage des entreprises	0,00	0,00	0,00	0,0
2.3 Contributions financières sans contrepartie	0,00	950 332,25	950 332,25	0,0
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	0,00	11 604 908,03	11 604 908,03	0,0
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	0,00	12 798 282,12	12 798 282,12	0,0
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	587 021,97	1 618 311,68	2 205 333,65	854 634,2
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	53 724,17	1 862 288,28	1 916 012,45	72 045,0
TOTAL	10 862 578,21	28 834 122,36	39 696 700,57	13 107 748,1
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme				
Rechercher et comprendre	-4 801 375,79	-9 857 564,39	-14 658 940,18	-6 520 117,0
Prévenir et informer	0,00	-6 066 053,15	-6 066 053,15	0,0
Mettre au point et développer des solutions	0,00	-2 014 298,41	-2 014 298,41	0,0
Former	0,00	0,00	0,00	0,0
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	0,00	0,00	0,00	0,0
1.2 Réalisées à l'étranger	0,00	0,00	0,00	0,0
- Actions réalisées par l'organisme	0,00	0,00	0,00	0,0
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	0,00	0,00	0,00	0,0
organismes agissant à l'étranger	0,00	0,00	0,00	0,0
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	-2 549 838,66	0,00	-2 549 838,66	-2 348 036,1
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	0,00	-455 902,87	-455 902,87	0,0
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	-2 567 169,85	-7 964 252,38	-10 531 422,23	-3 614 143,9
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-323 681,31	-1 055 236,04	-1 378 917,35	-611 981,1
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	0,00	0,00	0,00	0,0
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-620 512,60	-2 488 081,72	-3 108 594,32	-13 467,1
TOTAL	-10 862 578,21	-29 901 388,96	-40 763 967,17	-13 107 748,1
EXCEDENT OU DEFICIT	0,00	-1 067 266,60	-1 067 266,60	0,0

COMpte d'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (LOI n° 91-772 DU 7 AOÛT 1991)

EMPLOIS PAR DESTINATION	2024	2023	RESSOURCES PAR
1 - MISSIONS SOCIALES*			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC
1.1. Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie
- Actions réalisées directement:			1.2 Dons, legs et mécénats
- Rechercher et Comprendre	-4 801 376	-6 520 118	- Dons manuels
- Prévenir et Informer	0	0	- Legs, donations et assurances-vie
- Mettre au point et développer des solutions	0	0	- Mécénats
- Former	0	0	
- Versements à d'autres organismes agissant en France	0	0	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public
1.2. Réalisées à l'étranger	0	0	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS			
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	-2 549 839	-2 348 037	
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés	0	0	
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	0	0	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	-2 567 170	-3 614 144	
TOTAL DES EMPLOIS	-9 918 384	-12 482 298	TOTAL DES RESSOURCES
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-323 681	-611 982	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-620 513	-13 468	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES DE L'EXERCICE
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE
V - TOTAL GENERAL	-10 862 578	-13 107 748	TOTAL

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FOND D'EXERCICE)
 (+) Excédent ou (-) insuffisance de la g
 (-) Investissements et (+) désinvestisse
 générosité du public de l'exercice
 RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FOND D'EXERCICE)